

Humaniser le travail. Régimes économiques, régimes politiques et Organisation internationale du travail (1929-1969), Ayla AGLAN, Olivier FEIERTAG et Dzovinar KÉVONIAN (dir.), 2011, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 266 p.

Aurélia Gambaraza

Volume 43, numéro 2, juin 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1011561ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1011561ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gambaraza, A. (2012). Compte rendu de [*Humaniser le travail. Régimes économiques, régimes politiques et Organisation internationale du travail (1929-1969)*], Ayla AGLAN, Olivier FEIERTAG et Dzovinar KÉVONIAN (dir.), 2011, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 266 p.] *Études internationales*, 43(2), 292–294.
<https://doi.org/10.7202/1011561ar>

qu'il portait à l'Eurafrrique, Willy Brandt qui a, d'une certaine façon, préparé la réunification allemande, Pierre Werner et son fameux plan de 1970, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt auxquels on doit le système monétaire européen, Helmut Kohl dont on ne sait pas encore s'il faut le ranger ou non parmi les « bâtisseurs de l'Europe », Stanislas Geremek qui a plaidé pour l'ouverture aux pays de l'Est... et quelques autres comme Amintore Fanfari, Duncan Sandys ou Felipe Gonzales... Ce n'est pas un livre d'histoire, mais il permet de mieux comprendre l'histoire de l'Europe à travers l'engagement des hommes politiques qui ont milité pour qu'elle se réalise.

Il ne s'agit cependant pas d'une succession de portraits ou de biographies. Ce n'est pas la vie des uns et des autres qui est racontée, mais leur implication dans la transformation progressive des relations entre les pays européens. Ainsi sont mis en lumière le rôle moteur de la France depuis l'origine, comme le rôle très important du plus petit des pays fondateurs, le Luxembourg. Les problèmes posés par la Grande-Bretagne, qui n'ont jamais cessé et qui restent très actuels, sont évoqués à maintes reprises, comme la solidité nécessaire du couple franco-allemand, seul capable de faire progresser l'idée de l'Europe et de la traduire dans les institutions. Les relations avec l'Afrique et l'outre-mer, avec le Commonwealth, avec l'OTAN sont également évoquées. Et, surtout, on prend conscience de l'extraordinaire diversité des embûches, comme des projets et des compromis qui ont jalonné la construction de l'Europe depuis soixante ans.

Ces quinze contributions sont le fait d'universitaires français, allemands,

italiens, belges, luxembourgeois, polonais, hongrois. Trois d'entre elles sont en allemand et une en anglais, mais toutes sont résumées dans les deux autres langues. Toutes fourmillent de références à des discours, à des textes officiels, à des documents d'archives, à des notes diplomatiques... Cet ouvrage qui permet d'éclairer les processus qui ont abouti à l'Union européenne d'aujourd'hui permet d'en bien comprendre les difficultés. Cela n'est pas sans intérêt au moment où de nouvelles difficultés apparaissent – n'envisage-t-on pas parfois une sortie de la Grèce de la zone euro, voire une sortie de l'Allemagne ! Depuis deux ans elles rendent nécessaire une amélioration de la gouvernance de cette Union européenne dont l'histoire ne sera sans doute jamais terminée.

Michel LELART

Laboratoire d'économie d'Orléans, France

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Humaniser le travail. Régimes économiques, régimes politiques et Organisation internationale du travail (1929-1969)

Ayla AGLAN, Olivier FEIERTAG et Dzovinar KÉVONIAN (dir.), 2011, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 266 p.

Ce seizième ouvrage de la collection « Enjeux internationaux » est avant tout un livre d'histoire. Selon les contributions, on navigue entre l'histoire sociale (histoire du travail, des négociations sociales, du droit du travail), l'histoire des relations internationales (avec des références aux principales théories des relations internationales) et l'histoire politique.

L'objectif de cet ouvrage collectif, qui rassemble douze textes, est de retracer

l'histoire de l'Organisation internationale du travail (OIT) et du Bureau international du travail (BIT) entre 1929 et 1969. Le livre est issu d'un colloque, qui lui-même s'inscrit dans la perspective d'une réflexion entreprise collectivement en 2007.

L'OIT se prête particulièrement à une analyse sur la période étudiée : créée en 1919, elle est l'une des seules institutions à survivre à la Seconde Guerre mondiale et à la disparition de la Société des Nations. Après la guerre, elle réussit à se faire une place au sein du système des Nations Unies.

Les auteurs analysent la période 1929-1969 comme une époque entre deux mondialisations, qui s'ouvre avec la crise de 1929. Ils découpent la période étudiée en trois ensembles. Tout d'abord 1929-1940, où l'OIT, face à la crise, propose son expertise, agit comme laboratoire d'idées et exerce sa mission de normalisation. Ensuite 1940-1948 : le temps de la guerre, de la lutte pour la survie de l'organisation et de l'importance croissante du politique. Enfin 1948-1969, avec la question de la régionalisation et la gestion de la politique des migrations qui cristallise les jeux de pouvoir autour et dans l'organisation.

La contribution d'Alice Campetti offre un éclairage particulier sur la première époque étudiée. Elle illustre le rôle majeur de l'OIT pour la circulation des idées et des analyses. Sur la question de la réduction du temps de travail, l'institution s'est saisie de cette proposition avant les organisations syndicales nationales. Les débats au sein de l'OIT sont nombreux et la diminution du temps de travail apparaît aux yeux de nombreuses délégations comme une solution possible au problème majeur du chômage. La

mise en place de la semaine des quarante heures, en 1936 en France, est étudiée de près par l'organisation. Le BIT analyse le cas français et met en avant les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre. Petit à petit, la position de l'OIT sur la réduction du temps de travail évolue vers la prudence, en même temps que cette mesure devient plus une mesure de progrès social qu'un moyen de lutte contre le chômage, et que les désaccords entre les membres et au sein des délégations s'accroissent.

Alya Aglan analyse le positionnement de l'organisation pendant la Seconde Guerre mondiale. Dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler, la fermeture du bureau de Berlin en 1934 et la tentative allemande de remplacer le BIT, l'OIT perçoit l'importance de se positionner et prévoit la réunion d'un comité d'urgence et un ensemble de mesures à prendre en cas de circonstances exceptionnelles. L'organisation déménage à Montréal en 1940, marquant ainsi un choix en quittant la Suisse, pays neutre, pour un pays engagé dans la guerre. D'ailleurs, l'OIT va consacrer la plupart de ses activités à partir de cette période à préparer l'après-guerre. Cela, en dressant des lignes directrices pour un monde de paix et de justice sociale basé sur les droits de l'homme, mais aussi en affirmant son rôle dans la coopération internationale à venir et en luttant pour se maintenir dans le système des Nations Unies. La conférence de Philadelphie en avril et mai 1944 marque en ce sens un tournant majeur dans l'histoire de l'OIT.

Pour la période qui débute en 1948, Chloé Marel explique le positionnement de l'OIT vis-à-vis des pays en voie de développement. Le contexte est alors marqué par la décolonisation, la guerre froide et l'importance du rôle

du directeur de l'OIT, David Morse. L'organisation réoriente son action, en diminuant la part de ses activités normatives et en développant ses programmes d'actions opérationnelles et d'assistance. Pour permettre à l'ensemble des États de se développer et de s'industrialiser, puis les aider à résoudre la question du chômage, l'OIT met en place un réseau de bureaux régionaux et divers autres outils. Ce temps marque aussi la diversification des partenaires et des sources de financement, ainsi que les discussions de plus en plus nombreuses sur la pertinence de la théorie de la modernisation qui préside aux décisions de l'organisation.

Au final, cet ouvrage collectif offre une diversité d'analyses et d'angles de vue intéressante. La multiplicité des grilles d'analyse rend parfois difficile une lecture intégrale, mais il faut chercher la ou les contributions qui correspondent aux besoins ou aux centres d'intérêt du lecteur.

Aurélia GAMBARAZA

Directrice, EPISMS du Bas-Chablais, France

L'OMS en péril

BEIGBEDER Yves, Coll. Balises, Éditions de Santé, 2011, 152 p.

La gestion de la pandémie grippale A(H1N1), en 2009-2010, a mis l'OMS (Organisation mondiale de la santé) sous le feu des projecteurs. Rapports d'instances politiques nationales et internationales, articles dans la littérature médicale, textes d'analyses en relations internationales et même dossiers dans les journaux quotidiens... le fonctionnement de l'OMS et les rapports de ses experts avec l'industrie pharmaceutique ont été largement étudiés et discutés. L'une des originalités de l'ouvrage d'Yves Beigbeder réside dans la multiplicité des sources et

des points de vue. Ancien fonctionnaire de l'organisation, il se saisit des rapports et discours de l'OMS, et analyse les conséquences des prises de position extérieures sur l'organisation.

Écrit à un moment clef de l'histoire de l'OMS, ce livre relate les dernières évolutions qui permettent de saisir les enjeux et d'esquisser des futurs possibles pour l'institution. À la fois ouvrage de relations internationales et réflexion sur le fonctionnement des organisations, et de leurs liens avec les autres acteurs internationaux (firmes multinationales, ONG et fondations, États), ce document montre comment certaines des problématiques majeures de l'OMS aujourd'hui s'ancrent dans son histoire ancienne.

Les deux premiers chapitres sont en effet consacrés aux origines de l'OMS et à sa création. Les objectifs et les fonctions, larges, de l'organisation, sont définis : normaliser, rechercher, former, informer et appuyer les États dans l'organisation de leurs systèmes de santé et de lutte contre les maladies. Dès le départ, l'auteur situe l'OMS parmi les autres acteurs de la santé publique mondiale : UNICEF, ONUSIDA, Banque Mondiale, fondations, etc.

Très vite, on comprend que l'institution se construit dans ces relations avec d'autres et que c'est aussi dans ces rapports complexes que s'enracinent les difficultés qu'elle rencontre. Le troisième chapitre explique ainsi que la coopération avec le secteur privé, renforcée à partir de la fin des années 1990, est un moyen formidable d'augmentation des ressources. L'éradication de la poliomyélite ou l'amélioration de l'accès aux vaccins ne sont que deux exemples de ce que permettent les partenariats. Ces